

GOVERNEMENT ATTAL : À DROITE TOUTE !

par **PATRICK KAMENKA**

Le nouveau gouvernement Attal, en dépit de la jeunesse du capitaine, brille par un grand coup de barre à droite toute donné au navire France par Emmanuel Macron. Très vite le gouvernement de Gabriel Attal, à peine mis en place, est confronté à une première crise d'ampleur nationale: l'explosion de la colère du monde agricole en lutte contre leur perte de revenus du fait du système néo-libéral, qui se traduit par la pression des prix de l'agro-business et de la grande distribution.



Ce monde réel était bien loin des préoccupations jupitériennes qui présidaient le 11 janvier à la formation du nouveau ministère que l'Élysée voulait « resserré » et « disruptif ».

C'est le « retour aux années Sarkozy » (*Le Monde*) relevait nombre de commentateurs : en effet sur les 14 ministres, 8 venaient des rangs de la droite.

■ ■ ■ (Suite en page 5)

MISSAK MANOUCHIAN, L'ACTUALITÉ D'UN COMBAT

par **HÉLÈNE AMBLARD**

Ce 21 février, Missak Manouchian entrera au Panthéon, conformément à l'annonce faite par le président Macron le 18 juin dernier, au Mont-Valérien. Poète apatride, combattant anti-fasciste, communiste internationaliste, il avait par deux fois demandé la nationalité française. Deux fois, les autorités françaises la lui avaient refusée.



De dr. à g. : Elek, Fingerewajg, Grzywacs, Wajsbrot, Boczov, Manouchian, Witchitz, Rouxel.

« Des amis, parfois, me posent la question :
– Comment vis-tu pour vouloir sans fin
Donner de la force aux cœurs désespérés ?
Toi-même, tu es l'affaibli, le privé.
– Quand vous me voyez dans les rues de la ville,
Seul, errant, mes yeux rassemblent dans mon âme,
Lamentations et appels infinis
De la misère et du mal multipliés.
C'est que les mêlant à ma propre souffrance,
J'en prépare avec les poisons de la haine

Un âcre sérum qui coule dans mes veines,
Totalement inséparable du sang.
Ce sérum vous paraît-il peu commun ?
Il me donne pourtant conscience de tigre,
Et mes dents et mes poings se serrent encore
Lorsque je parais dans les rues de la ville.
Et que l'on dise de moi, il est fou, il boit ;
Mes pensées sont assiégées et solitaires
Sans cesse à la recherche d'une vision,
Et je vais, obstiné, sûr de la victoire. »

Editorial

UN CIMETIÈRE POUR ENFANTS

par **BERNARD FREDERICK**

Tania Savitcheva avait onze ans quand les nazis mirent le siège devant Leningrad en septembre 1941 ; elle en avait 14 quand elle ferma les yeux pour toujours, le 1^{er} juillet 1944, six mois après la libération de la ville. Durant tout le blocus, Tania tint un journal, un témoignage sur l'horreur imposée par les Allemands qui voulaient réduire Leningrad par les bombardements, la faim, la soif, la maladie et le froid.

Lama Abou Jamous a neuf ans, elle vit à Gaza qu'Israël veut réduire par les bombardements, la faim, la soif, la maladie et le froid. Elle filme avec son téléphone la vie – la survie plutôt – des enfants de Gaza, leur vie et leur mort. C'est son journal à elle qu'elle diffuse sur les réseaux.

Tania, Lama : deux sœurs !

« Gaza est devenue un cimetière pour des milliers d'enfants » déclare **James Elder**, porte-parole de l'Unicef.

Dans la bande de Gaza, 25 105 personnes, dont plus de 5 350 enfants et au moins 3 250 femmes, sont mortes. Près de 62 681 personnes auraient été blessées dont 8 663 enfants. Des milliers d'autres sont portées disparues. Les femmes et les enfants représentent 70 % des victimes.

« Les enfants à Gaza vivent un cauchemar éveillé qui empire de jour en jour » déclare **Catherine Russell**, directrice générale de l'Unicef. « Les enfants et leurs familles dans la bande de Gaza continuent d'être tués et blessés dans les combats, tandis que les risques de maladies évitables et le manque de nourriture et d'eau qui mettent leur vie en péril ne cessent d'augmenter. Tous les enfants et les civils doivent être protégés des violences et avoir accès aux services et aux fournitures de base ».

« L'avenir de milliers d'autres enfants à Gaza est en jeu. Le reste du monde ne peut pas rester les bras croisés. La violence et la souffrance des enfants doivent cesser », insiste Catherine Russell.

Quatre-vingts ans après que Leningrad a été libéré de l'emprise nazie, Gaza est broyée par l'armée d'Israël. Sans qu'aucune sanction ne soit appliquée ; sans même une menace de sanction.

Gaza, Leningrad... Varsovie ! ■ 26/01/2024

CARNET

GEORGES JEANMAIRE-WOLF

Pour nous, pour les siens, Georges, c'était Jojo, qui vient de nous quitter, ce 19 janvier, à l'âge de 85 ans. Ses parents s'étaient installés en France : sa mère, Louba Wolf, arrivée par la Belgique, faisait partie des communistes liégeois. Elle traduisait et publiait les articles du yiddish en français pour la *Presse Nouvelle*. Son père, Elek, de Kolbuszowa, passe par la Palestine avec son ami Trepper. Il viendra en France ensuite où il était maroquinier.

Rachel et Jojo, enfants cachés pendant la guerre, échappèrent à la mort programmée par les nazis... Jojo connaîtra l'amour de sa vie, Rachel, par la *Commission centrale de l'enfance*. Âgés de 8-9 ans au sortir de la guerre, ils s'épanouiront dans les multiples activités des patronages et colonies de vacances de la CCE. Ils vécurent 66 ans d'une vie merveilleuse et eurent deux filles, Nadine et Irène, qui leur offrirent le bonheur d'avoir trois petits-enfants.

Jojo, d'abord ingénieur Supélec, puis docteur en physique (semi-conducteurs), travailla sur les lasers dans le domaine médical, puis devint informaticien. Là, disait-il, il ne travaillait plus, il s'amusa... Il mit ses compétences au service de l'*Association des amis de la CCE*, en en créant et maintenant le blog, puis en

en formant son remplaçant, Michel Sztulzaft.

Élevé dans un milieu très militant, politiquement à gauche, autour du « socialisme vrai », Jojo dira, quand ses certitudes s'ébranleront : « *J'ai perdu mes illusions mais j'ai gardé mes convictions.* ».

Jojo, nous gardons de toi le souvenir d'un homme généreux, serviable et chaleureux, curieux de tout, mélomane, plein d'humour. Joueur d'échecs, tu as su transmettre ta passion à de nombreux jeunes. Nous aussi nous respecterons le dernier message que tu adressais à ta famille : « *Continuez à vivre, à rire et à sourire, à profiter de chaque instant, à jouer, et surtout, surtout, continuez à vous aimer.* »

Nous adressons nos plus affectueuses condoléances à ton épouse, Rachel, ainsi qu'à vos enfants et petits-enfants, et à toute ta famille. ■ UJRE/PNM



AGENDA DE LA MÉMOIRE

• **04/02/1794** : La Convention montagnarde abolissait l'esclavage dans les colonies françaises. En 2021, selon l'*Organisation internationale du travail*, 28 millions de personnes, et ce nombre va croissant, sont encore soumises à l'esclavage moderne, au travail forcé... ■

• **08/02/1962** Suite aux charges policières, neuf morts lors d'une manifestation pacifique contre les crimes de l'OAS. Aujourd'hui, le *Comité Vérité et Justice pour Charonne*, avec la *Cgt*, s'adresse toujours aux parlementaires du champ républicain pour qu'une loi reconnaisse enfin le crime d'État. Soyons nombreux à la cérémonie du 8 février 2024 (voir ci-dessous). ■

• **11/02/2006** L'antisémitisme frappe. N'oublions pas Ilan Halimi ! ■

• **21/02/1944** Marcel Rajman et ses camarades de combat de l'Affiche Rouge sont fusillés au Mont-Valérien. Ce 21/02/2024, Missak Manouchian, résistant étranger « mort pour la France », rentre avec son épouse Mélinée, résistante, au Panthéon. Participons à toutes les cérémonies les mettant à l'honneur ! ■

• **24 et 25/02** Journées mondiales d'action contre la guerre. L'actualité nous impose d'y participer, cessez-le-feu immédiat dans tous les conflits ! ■

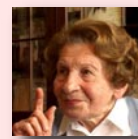
LA RÉSISTANTE ET L'ENFANT

Dans le cadre de l'exposition organisée par le Mémorial de la Shoah, *Les Étrangers dans la Résistance*, qui ouvre ce 2 février, le documentaire *La Résistante et l'enfant* de Jean Barat sera projeté en avant-première le 11 février 2024 à 16h30* ; projection suivie d'un débat avec le réalisateur.

La résistante, c'est Eva Golgevit, résistante de la première heure de la section juive de la M.O.I., âme infatigable des combats de l'UJRE, jusqu'à son dernier souffle... L'enfant c'est Jean Golgevit, son fils aîné, le chef de chœur que l'on ne présente plus, à qui Eva sut transmettre le chant yiddish...

Nous ne manquerons pas de revenir vers vous dès que nous en saurons plus sur les prochaines diffusions de ce film. ■

* <https://billetterie.memorialdelashoah.org/fr/evenement/la-resistante-et-lenfant-de-jean-barat>



Jeudi 8 février 2024

Hommage aux neuf victimes de la répression sauvage du 8 février 1962 lors de la manifestation contre l'OAS et pour la paix en Algérie.

11h30 : Métro Charonne - Place du 8 février 1962 :

Dépôt de gerbes auprès des plaques dans le métro avec prise de parole de la *CGT Ratp*, de *Ian Brossat* - Sénateur de Paris pour le Parti Communiste Français, de *Hervé Ossant* - Secrétaire de l'Union Régionale CGT Île-de-France, sous la présidence du Comité Charonne.

13h00 : Cimetière du Père Lachaise : Dépôt de gerbes.



SEMAINE DE LA MÉMOIRE D'IVRY-SUR-SEINE

Nos amis d'Ivry-sur-Seine sont actifs ! Belle initiative que cette 21^e semaine de la mémoire qui s'y est tenue fin janvier. Dédiée à la « *mémoire du génocide des Juifs et des Tsiganes, pour la prévention des crimes contre l'humanité et la lutte contre le racisme et l'intolérance* », cette semaine, fruit d'un partenariat entre la municipalité, les associations de mémoire (notamment l'AMEJD qui travaille avec les enseignants et les élèves de toutes les écoles d'Ivry) et les acteurs de l'enseignement et de la Culture*, a soulevé nombre de questions : la mémoire de la Shoah, pour quoi faire ? Devoir et/ou travail de mémoire ? Enseignement et transmission : mais comment ?

Un programme culturel riche, de conférences, débats, films, concerts... conclu le 28 janvier par la commémoration du 79^e anniversaire de la libération des camps d'Auschwitz-Birkenau. Relevons les propos de Philippe Bouyssou, maire d'Ivry-sur-Seine, qui concluait cette cérémonie par ce message d'alerte :

« Si aujourd'hui, certains tentent toujours de nier l'histoire, l'antisémitisme n'a pas disparu. Au contraire, avec le recensement de 1 676 actes antisémites en 2023, on peut dire qu'il a trouvé un énorme regain par rapport à l'année précédente qui en comptait déjà 436. Cela s'explique aussi par les instrumentalisation du conflit colonial entre Israël et la Palestine. Certains tentent d'imposer une grille de lecture confessionnelle de ce conflit, en incitant à la haine. À ceux-là, nous répondons que les Juifs ne sont pas responsables des crimes commis par l'armée israélienne et que les musulmans ne sont pas responsables des attentats terroristes du Hamas commis le 7 octobre dernier ». ■

* En 2024 : Association pour la mémoire des enfants juifs déportés d'Ivry, Amis de la fondation pour la mémoire de la déportation, Cabinet de curiosités, Groupe français d'éducation nouvelle, l'Inspection académique, le Conservatoire municipal de musique et de danse, les médiathèques municipales, le Service archives-patrimoine...

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE d'ARCUEIL

JEUDI 22 FÉVRIER À 18H30

Avenue Richaud

Hommage au groupe Manouchian

Pose de deux plaques commémoratives à la mémoire de Hadassa Lerner-Tenenbaum, Boruch Lerner, Ménika Chililshi et Jacob Stambul, membres des FTP-MOI, qui vécurent aux n°43 et 44 de l'avenue Richaud.

Projection du film *Nous étions des combattants* (2017) à 19h30 dans la salle du Conseil de l'hôtel de ville. Entrée libre

Hadassa et Boruch Lerner, Arcueilais membres des FTP-MOI



L'UJRE a le plaisir de vous inviter à une conférence-débat :

Comment éviter la montée vers le pouvoir de l'extrême droite dans le monde et en France ?

avec **Bertrand Badie** et **Alain Hayot**

le MARDI 13 FÉVRIER 2024 à 14h30

- **Bertrand Badie**, politiste français, est spécialiste des relations internationales.
- **Alain Hayot** est délégué national à la Culture du Parti communiste français.

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide - 14 rue de Paradis 75010 Paris

Inscription obligatoire (préciser si en présentiel ou par visioconférence)
par courriel (secretariat@ujre.fr) ou message sur le répondeur du 01 47 70 62 16



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, *PNH* depuis 1982 : mensuelle en français, *PNM* éditée par l'UJRE

N° de commission paritaire 062 4 G 89897

Directeur de la publication
Henri Blotnik

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Courriel : lapnm@orange.fr

Site : <http://ujre.fr>

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE AQUARELLE

14 Rue du Ballon 93160 Noisy

BULLETTIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif. Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

LA SOLITUDE DE BENYAMIN NETANYAHOU

par DOMINIQUE VIDAL

Parfois, une photographie est plus parlante que de longs discours. C'est le cas de celle-ci : elle représente **Benyamin Netanyahu** s'adressant l'automne dernier à l'Assemblée générale des Nations Unies – en l'occurrence face à une écrasante majorité de sièges vides. On ne peut mieux symboliser la solitude du Premier ministre israélien en pleine guerre de Gaza dont il espérait qu'elle le sauverait.

Rien là d'un effet d'optique : dans l'enceinte onusienne, jamais Israël n'a été aussi isolé.

Certes, les États-Unis ont, à plusieurs reprises, fait usage de leur droit de veto pour éviter à leur « allié stratégique » une condamnation du Conseil de sécurité, voire des sanctions.

Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations Unies, a donc invoqué l'Article 99 de la Charte des Nations Unies – l'un des outils les plus puissants à sa disposition – pour exhorter le Conseil de sécurité à contribuer à mettre fin au carnage dans l'enclave palestinienne ravagée par la guerre.

Devant le blocage du Conseil de sécurité par les États-Unis, une réunion d'urgence de l'Assemblée générale a donc été convoquée le 12 décembre. Avant le vote, le président de l'Assemblée générale, Dennis Francis, a déclaré que le monde était témoin « *en temps réel* » d'un « *effondrement sans précédent* » d'un système humanitaire et jugé qu'il était grand temps d'instaurer un cessez-le-feu humanitaire immédiat. « *Nous avons une seule priorité – une seule – : sauver des vies* », a-t-il souligné. « *Il faut arrêter cette violence maintenant* [1] ». L'Assemblée a donc adopté – par 153 voix pour, 10 contre et 23 abstentions, soit plus que la majorité requise des deux-tiers – une résolution qui, outre un cessez-le-feu humanitaire immédiat, exige la libération inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire. Elle réitère également l'exigence que toutes les parties respectent leurs obligations en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire, « *notamment en ce qui concerne la protection des civils* ».

Quelques jours plus tard, Israël allait subir une nouvelle défaite diplomatique. Le 19 décembre 2023, l'Assemblée générale adoptait comme chaque année, une résolution soutenant « *le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État* » par 172 voix pour, 10 abstentions et seulement 4 contre : Israël, les États-Unis, la Micronésie et Nauru [2]. Sans oublier la première réponse de la Cour internationale de Justice à la plainte pour « *génocide* » déposée par l'Afrique du Sud et soutenue par une soixantaine d'États en appelant Israël, le 26 janvier, à prendre « *toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide* » [3].



Ce quasi-consensus onusien reflète l'évolution accélérée des opinions publiques vis-à-vis d'Israël. Ces dernières décrochèrent pour la première fois massivement en 1982, après l'invasion du Liban et le massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, au sud de Beyrouth. La colère grandit encore avec la répression de la Première Intifada (à partir de décembre 1987) puis de la Seconde (à partir de septembre 2000). Sans oublier les offensives israéliennes incessantes contre la bande de Gaza : 2008-2009, 2012, 2014, 2021. Cette fois, ce sont des dizaines, voire des centaines de milliers de manifestants qui ont défilé dans les rues des capitales de tous les continents : de Washington à Londres, de Berlin à Montréal, de Dublin au Caire, de Sanaa et Tunis à Rabat, de Beyrouth à Amman. Que les foules les plus massives aient défilé dans les grandes villes arabes n'étonnera que ceux qui croyaient la cause palestinienne enterrée sous les Accords d'Abraham.

Or jamais le fossé entre dirigeants et dirigés n'a paru aussi profond au Maghreb comme au Machreck. Ainsi la dernière enquête du *Centre arabe de Recherches et d'Études politiques de Paris* (CAREP), réalisée auprès de 8 000 sondés en janvier 2024 et publiée sous le titre « *L'opinion publique arabe et la guerre d'Israël contre Gaza* » [4], confirme-t-elle le refus massif (89 %) de toute normalisation avec Israël sur le dos du peuple palestinien : seuls 8 % des sondés dans seize pays arabes « *soutiendraient une reconnaissance diplomatique d'Israël par leur État* », 84 % s'y « *opposeraient* ». Et pour cause : 92 % estiment que « *la cause palestinienne concerne tous les Arabes et pas seulement le peuple palestinien* ». Concernant l'actuelle guerre de Gaza, 69 % des sondés déclarent soutenir « *la population de Gaza et le Hamas* », dont 90 % estiment qu'il est « *différent de l'État islamique* ».

Cette enquête révèle aussi un durcissement de l'opinion arabe quant à la politique des États-Unis dans la région : 76 % la présentent comme « *plus négative qu'avant la guerre* » ; 68 % des sondés jugent en particulier « *pas du tout sérieux* » leur engagement en faveur de l'établissement d'un État palestinien.

Dans le même esprit, 79 %, 78 % et 75 % des sondés évaluent de manière négative les positions de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Quant au débat sur la légitimité de l'attaque du Hamas, 67 % estiment qu'il s'agit d'une « *opération de résistance légitime* » tandis que 19 % l'évaluent comme une « *opération de résistance légitime entachée de quelques erreurs* » et 5 % seulement la considèrent comme une « *opération illégitime* ».

Voilà qui réduit la marge de manœuvre des régimes arabes désireux de se joindre au processus lancé en 2020 par Donald

Trump. Sans doute était-ce d'ailleurs un des principaux objectifs de l'opération terroriste du 7 octobre : empêcher l'aboutissement des tractations israélo-saoudiennes alors en cours.

Sans doute est-ce dans son propre pays que Netanyahu est le plus isolé. Contrairement à toutes les guerres précédentes, une large majorité de l'opinion soutient l'action de l'armée tout en exigeant la démission du Premier ministre. Il est vrai que l'attaque du 7 octobre s'est produite sur la toile de fond de neuf mois de gigantesques manifestations contre le « *coup d'État* » représenté par le projet de réforme de la justice : d'où le rejet massif de son inspirateur. Dès le début octobre, 86 % des Israéliens – et même 79 % des électeurs de l'actuelle coalition – jugeaient le chef du *Likoud* responsable de la catastrophe [5]. Et depuis, jamais le *Likoud* n'était tombé aussi bas : dans les derniers sondages, en cas d'élections anticipées, il perdrait 17 des 32 sièges obtenus le 1^{er} novembre 2023. Ses alliés de l'extrême droite suprémaciste n'obtiendraient plus que 7 députés au lieu de 14. Et même le Parti ultra-orthodoxe séfarade *Shas* n'aurait plus que 9 de ses 11 sièges. Si bien que l'actuelle coalition perdrait la majorité avec 44 sièges au lieu de 64 aujourd'hui [6].

Le plus inquiétant est ailleurs : 28 % des Israéliens envisageraient de quitter leur pays en cas de passage en force de la réforme de la Justice [7]. C'est une nette accélération d'un phénomène qui a d'ores et déjà vu des centaines de milliers de Juifs israéliens s'installer durablement à l'étranger. ■

27/01/2024.

* **Dominique Vidal**, journaliste et historien, a publié *Israël : Naissance d'un État (1896-1949)*, Éd. L'Harmattan, 2023, 12 €

[1] <https://news.un.org/fr/story/2023/12/1141572>

[2] <https://digitallibrary.un.org/record/4030703>

[3] <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-ord-01-00-fr.pdf>

[4] https://www.carep-paris.org/wp-content/uploads/2024/01/Enquete_opinion_arabe_guerre_Gaza.pdf

[5] *Haaretz*, 17/10/2023.

[6] Site de *Radio J*, 12/01/2024.

[7] Site du *Times of Israel*, 26/07/2023.



PALESTINE

GAZA, OÙ SE JOUE UNE PART DE NOTRE COMMUNE HUMANITÉ

par ISABELLE AVRAN

Le bilan humain de la guerre contre la population gazaouie appelle une réaction urgente de la communauté internationale, qui fait encore défaut à l'heure où ces lignes sont écrites. Pourtant, dans le monde entier, les manifestations se multiplient pour un cessez-le-feu immédiat et la fin du massacre.

« La mort, les destructions, le déplacement, la faim, la perte et le chagrin massifs de ces 100 premiers jours entachent notre humanité commune », déplorait mi-janvier Philippe Lazzarini, responsable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens, l'Unrwa, après cent jours de bombardements intensifs de la bande de Gaza par Israël, suite aux attaques et crimes de combattants du Hamas en territoire israélien le 7 octobre dernier.

Que veulent encore dire les chiffres et les statistiques, sinon l'immensité de la tragédie, lorsque la mort frappe toute une population jour après jour et sans interruption ? Fin janvier, les agences des Nations Unies confirmaient le terrible bilan de plus de 26 000 personnes tuées en moins de 4 mois. Parmi elles plus de 10 000 enfants. Et un nombre indéfini sous les décombres. Les chiffres sont sordides. Deux mamans tuées toutes les heures. Des dizaines de milliers de blessés. Chaque jour, une dizaine d'enfants sont amputés d'un ou de plusieurs membres. Sans anesthésie, car l'armée israélienne bloque le passage des médicaments. Comme elle bloque, selon les ordres donnés dès le début de cette guerre par le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à l'électricité...

Un massacre d'une ampleur inédite

« Il est sans précédent qu'une population civile entière souffre de la faim aussi complètement et aussi rapidement. Israël a détruit le système alimentaire de Gaza et utilise la nourriture comme une arme contre le peuple palestinien », témoignaient le 16 janvier des experts des Nations Unies. La population de Gaza, soit 2,4 millions de personnes, représente 80 % des êtres humains menacés de famine ou de faim catastrophique dans le monde. Parmi les personnes les plus exposées, les femmes enceintes et quelque 335 000 enfants de moins de 5 ans. Une génération entière risque des retards de croissance. Un million neuf cent mille Palestiniens ont été déplacés de force, soit le plus grand exode forcé depuis la Nakba de 1947-1949. Rafah, à la frontière égyptienne, compte plus de 1,3 millions de personnes... Les abris sont devenus des lieux dangereux. Aucun lieu n'est sûr. Les hôpitaux – seuls 16 sur 36 fonctionnaient, partiellement, fin janvier – sont surpeuplés mais aussi exposés aux tirs de l'armée israélienne ; de même que les écoles, ce qui prive les enfants de scolarité. Le système de santé s'est effondré. Aux bombardements et aux tirs de snipers s'ajoutent les maladies liées en particulier à la pénurie d'eau potable : maladies intestinales et maladies de peau, méningites et hépatites tuent à leur tour.

Les missions humanitaires sont elle aussi empêchées malgré les décisions de l'Onu. Seules un peu moins d'un quart d'entre elles ont été menées à bien selon l'Onu. En Cisjordanie, après une année des plus meurtrières depuis le début de l'occupation, on déplorait, entre le 7 octobre et le 22 janvier, la mort de 359 Palestiniens, dont 348 tués par des soldats d'occupation, 8 par des colons. Dont 49 en janvier.

Quant au patrimoine gazaoui, des bâtiments aux universités, archives et bibliothèques, il a été presque totalement explosé. Comme pour effacer une histoire pluriséculaire. Alors que le droit international et en particulier le droit humanitaire est ainsi bafoué en toute impunité, l'hi-

ver arrive, avec le froid, les sols sous les tentes trempés, l'absence de tout.

Traumatismes répétés

Les chiffres disent l'ampleur du massacre mais pas ce que montrent, en direct, les photos ou les vidéos tournées par les victimes et journalistes – dont plus de 100 tués – dans un territoire où l'armée pensait mener sa guerre à huis-clos en interdisant à la presse d'y pénétrer. Que deviendra cet enfant orphelin qui circule entre les cadavres sur son petit tricycle ? Et cette enfant qui pleure sur le linceul de sa mère ? Et cet autre qui aide à entasser les corps sur une charrette ? Et ce grand-père qui fixe l'horizon dévasté après l'extermination de sa famille ? Et toutes celles et tous ceux qui raclent des fonds de gamelle, les pieds nus dans la boue ? Et cette petite fille affirmant que sa voisine est plus heureuse car « elle est au ciel » ? Et cette autre, au visage gris des cendres de son immeuble bombardé et qui a perdu ses parents, demandant en pleurs à son oncle si elle a rêvé ou si c'est la réalité ?

Le 22 janvier, Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, soulignait combien ce qui se joue est « en train de semer les graines de la haine pour les générations à venir ». Le chef de la diplomatie israélienne, Israël Katz, présentait alors à Bruxelles un projet d'île artificielle au large de Gaza pour y expulser la population gazaouie. Un projet qui ne date pas d'octobre dernier, mais de plusieurs années...

Seuil moral

C'est dans ce contexte, alors que le Conseil de sécurité des Nations Unies subit les vetos des États-Unis quant à l'exigence d'un cessez-le-feu et que l'Union européenne ne parvient pas à l'unité à ce sujet, que l'Afrique du Sud a déposé le 29 décembre devant la Cour internationale de Justice une requête accusant Israël de violer la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, et réclamé des mesures conservatoires.

Après deux jours d'audience les 11 et 12 janvier, la Cour, compétente sur le fond (le jugement peut n'intervenir que dans plusieurs mois ou plusieurs années) a rendu son avis le 26. Si elle ne demande pas un cessez-le-feu



Enfants palestiniens regardant la destruction de bâtiments bombardés.

immédiat, elle réclame des « mesures conservatoires » (contraignantes) et notamment qu'Israël empêche tout acte de génocide contre les Palestiniens à Gaza, empêche et punisse l'incitation à commettre un génocide et permette la fourniture de services de base et d'assistance humanitaire.

On aurait attendu de la France, qui prône officiellement le cessez-le-feu, qu'elle soutienne la requête sud-africaine. Las, Stéphane Séjourné, nouveau ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, estime qu'« accuser l'État juif (sic) de génocide, c'est franchir un seuil moral ». Comme si ce n'étaient pas les massacres de toute une population qui dépassaient tout seuil moral.

Au lendemain du verdict de la Cour, refusant toute sanction contre Israël ou ses dirigeants politiques et militaires, plusieurs pays ont pris prétexte de ce que 12 membres de l'Unrwa auraient été impliqués dans les attaques du Hamas du 7 octobre, sur un personnel de 13 000 personnes à Gaza (30 000 en tout), pour suspendre leur part de financement de l'organisation onusienne, au moment où la population palestinienne en a le plus besoin : le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, et la Finlande ont rejoint les États-Unis, l'Australie et le Canada. La France, le 28 janvier, a annoncé les suivre. Comme le demandent les populations solidaires, de plus en plus nombreuses dans le monde entier, il est temps au contraire de mettre fin à l'hécatombe, d'intervenir avec détermination pour un cessez-le-feu avant de mettre en œuvre une solution politique où le droit garantira une paix durable. ■ 28/01/2024

À LIRE

Missak et Melinee Maouchian, le livre de Gérard Streiff*, contribue fort à propos, en ce moment symbolique de leur panthéonisation le 21 février prochain, à éclairer la vie de « ce couple en résistance » qui a trouvé refuge en France après le génocide arménien.

L'auteur décrit en détail la lutte de la résistance communiste assaillant sans relâche les nazis et notamment le rôle de Missak, comme dirigeant militaire des *Francs-tireurs et partisans – Main d'œuvre immigrée* (FTP-MOI) de Paris et de sa région.

Le 16 novembre 1943, Missak est arrêté par la police française. Les nazis vont utiliser ce coup de filet contre des dizaines de résistants de la MOI en placardant une affiche rouge dans le but d'attiser la haine contre « les terroristes étrangers, les juifs, les bolchéviques ». En vain. Le journaliste raconte les derniers moments de Missak, le lundi 21 février 1944. Avant d'être fusillé à 15h. dans les

fossés du Mont-Valérien, « Manouche » écrit sa dernière lettre à Melinee sa « petite orpheline bien aimée » en proclamant : « je n'ai aucune haine contre le peuple allemand » !

Gérard Streiff n'élude en rien les accusations dénuées de fondement à l'encontre du PCF à propos de l'arrestation des combattants des FTP-MOI.

Alors que montent en Europe les relents pestilentiels d'une vague brune, cet hommage au « couple en résistance » prend toute sa valeur, d'autant que la France se dote d'une loi Immigration stigmatisant « l'étranger ».

Bien loin des strophes du poème d'Aragon à la gloire du Groupe Manouchian célébrant les « Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant ». ■ PK

* Gérard Streiff, *Missak et Melinee Maouchian - Un couple en résistance*, Éd. l'Archipel, 234 p., 21 €.



GOUVERNEMENT ATTAL : À DROITE TOUTE !

(Suite de la Une)

par **PATRICK KAMENKA**

... En témoigne l'arrivée, au ministère de la Culture, de Rachida Dati, qui reste mise en examen pour « corruption » et « trafic d'influence passif par personne investie d'un mandat public » dans le cadre de l'affaire Carlos Ghosn, l'ancien patron de Renault-Nissan. Mais en dépit des dénégations, ce portefeuille ministériel confié à l'ancienne ministre de la Justice de Nicolas Sarkozy n'a d'autre but qu'un accord entre la droite LR et la Macronie parisiennes afin de mettre en selle la maire du 7^e arrondissement pour tenter de ravir l'Hôtel de Ville à Anne Hidalgo, en 2026. La Culture attendra... Tout comme le Logement, les Transports, la Ville qui ne relèvent pas d'un portefeuille ministériel...

Quant à la nomination de la très conservatrice Catherine Vautrin, présidente de la métropole du Grand Reims, pour gérer un vaste ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, elle symbolise l'ancrage droitier de l'équipe gouvernementale, Mme Vautrin ayant nettement pris position contre le mariage pour tous.

Très vite, le caractère conservateur et de l'entre soi du gouvernement Attal a explosé à l'occasion de la polémique née des propos de la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, des Sports et des JO de Paris, Amélie Oudéa-Castera sur la scolarisation de ses enfants dans un établissement privé – le très huppé collège parisien Stanislas –, dénigrant les enseignants de l'école publique dont elle a la charge.



28-01-2024, Indre-et-Loire.
Gabriel Attal tente encore de calmer la fronde agricole

Lors de sa conférence de presse du 16 janvier, qualifiée par les communicants de l'Élysée de « grand rendez-vous avec la nation », le président de la République a confirmé la ligne droitiste qu'il veut impulser en appelant au « réarmement civique de la jeunesse », prônant le port de l'uniforme scolaire, les cérémonies républicaines avec remise de diplômes, mais aussi le Service national universel dès 2024, etc. Sans oublier les poncifs du style « pour que la France reste la France » qui, selon Emmanuel Macron, doit en finir avec les « tracasseries », les « normes » et prôner le salaire « au mérite » pour les fonctionnaires...

Le chef de l'État a tracé le cadre d'une « France couleur sépia » en totale contradiction avec le pays profond qui, à l'exemple de l'« appel des 201 » soutenu par d'amples manifestations (150 000 participants dans l'hexagone le 21 janvier, selon les syn-

dicats), a exprimé le rejet de la loi Immigration qualifiée de « loi de haine et de division en exigeant que le chef de l'État « ne (la) promulgue pas » ».

Si le Conseil constitutionnel a censuré ce texte (de plus du tiers : 35 articles sur 86), la loi proposée par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et inspirée par l'extrême droite subsiste, comportant de graves atteintes aux droits des plus vulnérables, notamment ceux des enfants étrangers.

Le sénateur communiste et porte-parole du PCF, Ian Brossat, voit dans la décision des Sages « une baffes monumentale » pour le gouvernement, soulignant qu'il s'agit de « la démonstration de son incompétence et de sa lâcheté ».

Pour sa part, la CGT souligne que « cette loi ne répond en rien aux attentes des travailleurs et travailleuses ». « Ces dernières et ces derniers demeurent en attente d'une amélioration de leur pouvoir d'achat mis à mal par l'inflation et d'une augmentation des salaires et des pensions pendant que le pouvoir d'achat de toutes et tous continue de se détériorer » poursuit le syndicat.

Le récent sondage BVA vient confirmer cette position syndicale montrant que 44% des Français estiment que la priorité face à l'inflation reste le pouvoir d'achat, ce que le PCF a traduit concrètement par le lancement d'une opération « vérité sur les salaires », en demandant aux citoyens de communiquer de façon anonyme leurs feuilles de paie... pour dénoncer l'absence de politique salariale conduisant à une France « smicardisée ». ■

FÉVRIER 1934, L'AMORCE D'UNE RÉVOLUTION

HISTOIRE

La mémoire collective a retenu que le 6 février 1934, des « fascistes » avaient tenté de prendre le Palais Bourbon et de s'emparer du pouvoir mais qu'ils avaient échoué, un peu grâce à la police, beaucoup à cause de la riposte populaire.

Aucun historien ne voit plus dans cette émeute, qui fit 17 morts, une tentative de coup d'État fasciste. Mais à l'époque – on était au lendemain de l'arrivée d'Hitler au pouvoir – la gauche, le peuple ouvrier surtout et les intellectuels pouvaient le craindre à juste titre. Et de fait, le 6 février 1934 fut l'amorce d'une révolution de la gauche française qui allait conduire au **Front populaire** et marquer définitivement la politique française, le PCF et la gauche et contribuer à faire prendre à l'Internationale communiste (IC) un tournant décisif. Plus que du 6 février, il faudrait donc parler des journées de février trente-quatre, en en « poussant » l'épilogue jusqu'en juillet 1935.

La France d'alors, comme le monde entier, ressentait les terribles effets du krach qui, en 1929, avait frappé Wall Street. Le nombre de chômeurs avait doublé ; les salaires stagnaient ; les fonctionnaires, les retraités, les anciens combattants perdaient du pouvoir d'achat. Les gouvernements succédaient aux gouvernements. Et, à cette instabilité politique dans laquelle surnageait le Parti radical, s'ajou-



taient nombre de scandales financiers qui écla-boussaient des hommes politiques. Le dernier en date, « l'Affaire Staviski » – du nom d'un banquier escroc que l'on retrouva « suicidé » – provoqua des manifestations et des violences de la part des *Ligues* d'extrême droite, pour beaucoup composées d'anciens combattants.

L'agitation antiparlementaire fut à son comble en janvier et au début février. Elle aboutit à la démission du cabinet Chautemps. Édouard Daladier, un autre radical, fut alors pressenti pour le remplacer. Le Cartel des gauches – radicaux et socialistes –

avait remporté les élections législatives de 1932 et disposait d'une confortable majorité à la Chambre des députés. Daladier révoqua immédiatement le préfet de police Chiappe, proche de l'extrême droite, provoquant la colère de celle-ci. Le vote d'investiture était prévu pour le 6 février. C'est le jour que choisirent les *Ligues* pour manifester, place de la Concorde, aux abords du Palais Bourbon. Il y eut des morts et près de 1 500 blessés.

La CGT – proche des socialistes – et la SFIO lancèrent un appel à la

grève générale pour le 12 février. Les communistes et la CGTU, après tergiversations, décidèrent de participer, avec leurs mots d'ordre et sous leurs banderoles, à la grève et aux manifestations du 12 février.

Six mois plus tard, le 27 juillet 1934, le PCF et la SFIO signèrent un « pacte d'unité d'action ». Le 27 octobre, Maurice Thorez lança l'idée d'un « *Front populaire de la liberté, du travail et de la paix* ». La formule était nouvelle, elle portait loin et allait faire le tour du monde. Elle inspire encore, aujourd'hui, à gauche. ■ **BF**

L'HISTOIRE EXTRAORDINAIRE DU GHETTO DE ŁÓDŹ

Steve Sem-Sandberg naît en Suède en 1958. Essayiste, journaliste et romancier, peu connu en France, il a néanmoins à son actif une brillante carrière et a déjà reçu trois prix pour ses œuvres. L'ouvrage, paru en Suède en 2009 sous le titre *De fattiga i Łódź (Les pauvres de Łódź)* [1], est à mon sens, un très grand livre qui devrait figurer dans le patrimoine romanesque de notre début de siècle. Il conjugue avec art et intelligence la fiction et une étude historique des plus fine. L'aspect fictionnel de son travail lui permet de mieux faire comprendre ce que fut l'existence des malheureux confinés dans le ghetto de cette grande ville polonaise et aussi de quelle manière ils y ont survécu dans des circonstances absolument uniques et surprenantes. Ce qui s'est déroulé en ce lieu, pendant l'occupation allemande, demeure une énigme, tant pour les historiens que pour tous ceux qui ont étudié les mécanismes de la Solution finale.

Dès que les Allemands constituèrent le Protectorat de Pologne, la volonté du parti national-socialiste de confiner tous les Juifs dans une partie spécifique de la ville s'exprima tant dans le ghetto de Łódź que dans tous ceux d'Europe orientale. Un Conseil juif y fut nommé, dirigé par le *Judenälteste* (doyen) **Mordechai Chaïm Rumkowski**, qui tenta de trouver une solution à l'enfermement de sa communauté d'environ 250 000 personnes. Il proposa aux forces allemandes de considérer la population juive rassemblée dans cette « cité interdite » comme une main-d'œuvre très bon marché,

disponible pour contribuer à l'effort de guerre du régime nazi. Il préconisa que la communauté travaille pour l'occupant en échange d'un traitement moins rude, projet qui fut accepté.

Deux ans avant la Solution finale, toutes sortes d'activités se développeront, une entreprise de confection fabriquera des uniformes pour les soldats... Les uns voient en lui un traître à la solde des SS, les autres, un sauveur. Il doit faire des compromis, loin d'être mineurs, comme l'évacuation des malades mentaux et des vieillards... Difficile de juger de son comportement et du poids considérable de ses responsabilités ! L'auteur a choisi, outre des recherches très poussées pour reconstituer cet univers [2], de raconter le destin des êtres sous une forme romanesque. Résultat saisissant, qui ne cesse de passer des cas individuels à celui de toute la communauté juive, comme dans un jeu, celui du chat et de la souris.

Rumkowski obtient, au moins jusqu'en 1942, des résultats notables. Puis les choses se dégradent peu à peu. Cet homme énigmatique aura fait en sorte que son ghetto n'a pas fini de façon aussi rapide et tragique que celui de Varsovie. La collaboration sans réserve avec les nazis permit de gagner du temps et, sans doute, au début, de sauver beaucoup de vies. Mais connaissait-il le dessein abominable des Allemands ?

La force du roman, c'est qu'il n'est pas larmoyant. Steve Sem-Sandberg y dépeint la vie quotidienne de toutes ces personnes en sursis, sans excès de réalisme,

sans lyrisme, avec le soin du détail juste. Il a souhaité rendre la vérité de cette vie qui se poursuivait dans un contexte surréaliste et où l'horreur allait de pair avec une sorte de bizarre normalité reconstituée. Adolf Hitler, alors que l'Allemagne était au bord du gouffre, déclarait qu'il avait au moins une victoire à son actif : la destruction physique des Juifs d'Europe, l'un de ses objectifs de guerre. L'histoire du ghetto de Łódź en est une sorte d'exception (relative).

Les Dépossédés est un livre magnifique, écrit avec beaucoup d'intelligence et de subtilité, qui plonge le lecteur dans l'aberration de cette cité au sein de la ville, destinée à disparaître totalement. Seuls neuf cents Juifs survécurent à la liquidation de ce microcosme, qui résistera tant qu'il pourra le faire. Aventure incroyable que cette histoire qui n'a pu, hélas, que retarder les déportations de masse.

La conférence de Wannsee décrétant l'extermination de tous les Juifs n'ayant eu lieu que le 20 janvier 1942, comment juger les positions de cet homme plein d'ambiguïtés qui avait la responsabilité d'un des plus grands ghettos d'Europe ? ■

[1] *Les Dépossédés*, Steve Sem-Sandberg, trad. du suédois par Johanna Chatellard-Schapira, Robert Laffont, Paris, Poche, 2024, 672 p., 13 €.

[2] En consultant les *Chroniques quotidiennes du ghetto de Łódź*, quelque 6 000 pages, écrites dans la clandestinité par les membres du Département des archives.



Dos yidish vinkl - דאס יידיש ווינקל

Yiddish versus ALLEMAND, ou le voyage d'un mot : TAYTSH

Longtemps, nos aïeux ashkénazes, dans les régions de Rhénanie, n'eurent pas conscience de parler une langue différente de celle des autres groupes qui vivaient à leurs côtés. Ils distinguaient leur parler quotidien de la *loshn koydesh*, de l'hébreu biblique, en le qualifiant de **taytsh**, טייטש, qui, en vieux haut-allemand, signifiait simplement « allemand ». Nous sommes alors dans le haut Moyen Âge, autour du XIe siècle.

Quelques siècles plus tard, pourtant, un érudit, Élie Lévi, en yiddish *Élye Bokher* (אליהו בכור), *Élie le Bachelier*, publie un premier dictionnaire plurilingue : allemand, latin, hébreu, taytsh (soit... yiddish). Regardez la photo : de droite à gauche, le lexique dans les quatre langues. Ce livre est imprimé en 1541. Élie Lévi, auteur d'ouvrages de grammaire hébraïque comme d'épopées en yiddish, fait, lui, déjà la distinction entre l'allemand et ce *taytsh*.

C'est qu'entretiens, le mot est employé pour cette *traduction calque* du *Khumesh* (de la Bible) qui permet aux étudiants d'accéder aux textes saints en hébreu. Ce n'est pas tout à fait le langage employé par tout un chacun à l'époque, mais, à l'instar du *ladino*, une traduction un peu figée, qui reproduit la syntaxe de l'hébreu avec les mots germaniques. Plus tard, cette traduction littérale est aussi destinée aux femmes, non autorisées à étudier l'hébreu. On parle alors du *taytsh-khumesh*, de l'*ivre-taytsh* (hébreu-taytsh), pour ce type d'écrit.

Le *Tsene-Rene*, צענע רענע, publié en 1622, appelé aussi *Bible des femmes*, en est l'exemple le plus connu. Il était encore lu par nos aïeules au XIXe siècle, voire plus tard. Ce livre fut imprimé avec un type de caractères d'imprimerie particulier. Traditionnellement, pour les textes en hébreu, on utilisait des lettres dites « carrées », comme vous pouvez le voir sur la deuxième colonne de la page du dictionnaire (pour l'hébreu). Mais, pour ces textes destinés aux femmes, on utilisa une écriture de type semi-cursif (voir la colonne de gauche).

באנן דער אלטער טון אונטער אים			
Bittel	Liffor	קליקטור	בטל
Zoller	Telovarius	בירכס	זולער
Trameter	Tubica	שוקטור	טראמער
Vogt	Preffellus	פרידל	בוקט
Iud	Iulens	יודע	יוד
Christ	Christianus	כריסט	קריסט
Turek	Turca	טורק	טורק
Araber	Arabe	ערבי	האיר
Mor	Aethiops	מורי	מור
Griech	Gracus	גריק	קריק
Frangoß	Gallus	פראנצויז	טרינגט
Hispanier	Hispanus	היספאני	טרינגט
Welch	Italus	וועלש	וואלך
Teutischer	Germanus	אשכנזי	טויטשער
Vnger	Vngarus	ונגרי	אונגרי
Tartar	Tartarus	קארטרי	טארטאר
Zegeler	Paganus	כריסט	זעגלער
Haid	Ethnicus	האיד	האיד
באנן דער אלטער טון אונטער אים			
Walter	Pater	ואלטר	פאטער
Malter	Mater	מאלטר	מאטער
D 2			

che). Ce type de caractères fut alors appelé *vayber-taytsh*, ווייבער-טייטש, soit le « *taytsh des femmes* ».

Et l'on comprend l'évolution de sens: désignant d'abord l'allemand (parlé par les Juifs), le **taytsh** s'emploie ensuite pour cette traduction calque, puis pour les caractères d'imprimerie des livres en yiddish pour les femmes. Oublié, le sens premier... Dans la *alter heym*, le *taytsh*, c'est l'explication, la traduction.

Taytshn, fartaytshn, טייטשן, פארטייטשן = expliquer, traduire.

Vos taytsh ? וואס טייטש ? = qu'est-ce que cela veut dire ?

S'taytsh, ס'טייטש = cela signifie.

Mais alors, comment parler en yiddish moderne de ce qui est... allemand ? On introduit le mot plus récent *daytsh* (en allemand *deutsch*). Voilà qui paraît simple : **a daytsher**, אַ דייטשער, serait donc un habitant de l'Allemagne.

Oui et...non.

C'est que les idées de la modernité, des Lumières, la *Haskala* (haskole/השכלה) ont atteint le *Yiddishland* vers le XIXe siècle, via l'Allemagne. Imaginez, un Juif qui s'habille à l'occidentale, avec costume et cravate, qui se coupe les cheveux, qui s'installe une salle de bains, avec douche ou baignoire ! *A daytsher, l'Allemand*, c'était ce mauvais Juif, quasi assimilé, qui s'éloignait de la tradition, ouvrant la porte à tous les démons...

Aujourd'hui, un **daytshmerizm**, דייטשמעריזם, désigne un mot yiddish emprunté à l'allemand moderne, ne faisant donc pas partie du vieux fond lexical constitutif du yiddish. Un mot yiddish germanique... mais étranger en quelque sorte...

Où l'histoire d'un mot témoigne de cette parenté parfois difficile avec ce qui fut la langue mère...

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yidish-vinkl... Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin du yiddish. ■ **Regina Fiderer**

יידיש? יידיש!

Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

Ohad Naharin

Ohad Naharin est né à Mizra, un kibboutz de Galilée, de grands-parents originaires de Russie et de Pologne, le grand-père faisait partie des pionniers qui avaient asséché les marécages. Avec son père, acteur au théâtre Habima et sa mère, Tzofia, ancienne danseuse, Ohad était bien entouré. Il choisit la danse et travaille avec Yehudit Arnon et John Hill à Haïfa.

Il commence une carrière à la *Batsheva Dance Company*, fondée en 1964 par Marta Graham et la baronne Batsheva de Rotschild. En 1975 il interprète le rôle d'Esau dans le spectacle monté par Marta Graham, dont il rejoint l'école à New York, l'*American Ballet*, puis la *Julliard School*. Après différents épisodes dans les studios new-yorkais, il passe un an chez Béjart.

Naharin est un prodige de la danse, qui devient chorégraphe et directeur de la *Batsheva* en 1990, avec *Haru No Umi*, où il développe son sens novateur de la gestuelle et déclare « *le style, c'est un piège. Disons que l'on peut reconnaître notre pensée de la danse, notre philosophie, avec également cette constance à apprendre, à changer, et donc à trouver de nouvelles réponses* ».

Sa méthode d'enseignement, nommée Gaga, est « *une autre façon de préparer son corps* ». Dans ses nom-

breuses créations, on reconnaît cette physicalité, ce langage au fort imaginaire. Avec sa passion du mouvement, il marque l'histoire de la danse. Il se produit sur les grandes scènes internationales, dont l'Opéra Garnier. Il présente à Lyon en 1998 *Anaphase*, à la Biennale de la danse. La même année, pour les festivités de la création de l'État d'Israël, il crée *Echad mi yodea* (hébr. *Qui connaît ?*), un mini-ballet, qui choque par son audace.

De 1980 à 1990, il est danseur à New York, avec sa femme, la danseuse Mari Kajiwaru. En 2022, c'est La Villette avec *Momo* ; en 2023, il présente à Chaillot, 30 ans après sa création, *Anafaza*, sa pièce maîtresse. *Anafase* (devenue *Anafaza*), « *c'est la beauté de la danse, c'est une action qui disparaît et reste dans la mémoire* ». Il a révolutionné la danse.

Son langage corporel Gaga, est surprenant, ses danseurs des virtuoses. En 2024, pour les 60 ans de la *Batsheva*, il a présenté à l'Opéra Garnier *Sadeh 21* (hébr. *Champ*), qui était déjà intégré à son répertoire. Un long voyage dans lequel les corps, élastiques, sont magnifiés et évoquent des images fortes. Plus de vingt danseuses et danseurs, à travers trois tableaux, combattent une illusion, la beauté, le pouvoir, l'amour, dans le langage Gaga, avec virtuosité, une extraordi-



naire flexibilité, par la nouvelle génération de la *Batsheva*.

Naharin a reçu de nombreux prix et récompenses, en Israël, aux États-Unis, au Canada, en France et dans plusieurs autres pays européens. Il repousse les limites, c'est un rebelle qui a innové avec cette méthode corporelle, base du travail des danseurs. Son inventivité, son talent de chorégraphe sont appelés par les plus importantes compagnies de danse d'Espagne, des États-Unis, de Francfort et de nombreuses autres...

Le réalisateur **Tomer Heymann** a tourné un documentaire « *out of focus* » sur la mise en scène de *Décadence* avec le *Cedar Lake Contemporary Ballet*. En 2015 sort, unanimement acclamé, le documentaire des frères Heymann, *Mr Gaga*.

« *Tout le monde peut danser, il faut simplement du temps et de l'espace* ». ■

* Halle de la Villette, du 6 au 15 juin.



Vel d'Hiv

Dans la mise en scène d'**Alex Lutz**, sur la scène du théâtre Antoine, **Alice Taglioni** a interprété les voix de toutes ces femmes, prises dans la rafle du Vel d'Hiv, face au nazisme et au collaborationnisme français.

Des lettres, ordonnances, conservées au *Mémorial de la Shoah*, rappellent la marche vers la Solution finale, ces 16 et 17 juillet 1942.

Ces voix exigent la mémoire, la vigilance, ces femmes nous le rappellent : pas d'oubli ! ■

Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER

Cette comédie modeste, émouvante et drôle, est une heureuse découverte. Derniers juifs à habiter dans la cité, **Bellisha**, 27 ans, vit encore avec sa mère **Gisèle**, fait les courses, fréquente le café et les jeunes Noirs et Arabes de sa cité. Bellisha, incarné à merveille par **Michael Zinder**, est loufoque, lunaire et menteur, un personnage qui n'est pas sans rappeler ceux, drôles et poétiques, qu'ont joué Claude Melki, Pierre Richard ou Gene Wilder. Si Bellisha ment, c'est pour faire croire à sa mère, dyalisée à domicile et qui ne sort pas, que tout va bien dans la vie de travail active et trépidante qu'il s'invente.

Le film traite du racisme et de l'antisémitisme mais



ces sont très drôles : la visite à l'Agence juive où Bellisha se rend pour connaître les conditions nécessaires à l'*alyah* et au départ en Israël, ou sa première vente à domicile de pompes à chaleur quand il veut devenir agent de commerce.

Gisèle veut quitter la cité avant que la vie ne la quitte. Comme le dit à Bellisha, sa maîtresse et voisine, une jeune musulmane mariée : « *si vous partez, il n'y aura*

LE DERNIER DES JUIFS de Noé Debré

aussi de la mort qui menace Gisèle. Celle-ci maugrée « *trop de Noirs* » et « *trop d'Arabes* », mais dialogues et traitement des situations retournent les stéréotypes comme un gant, avec finesse et intelligence, souvent par l'absurde. Certaines séquen-

ces sont très drôles : la visite à l'Agence juive où Bellisha se rend pour connaître les conditions nécessaires à l'*alyah* et au départ en Israël, ou sa première vente à domicile de pompes à chaleur quand il veut devenir agent de commerce. Gisèle veut quitter la cité avant que la vie ne la quitte. Comme le dit à Bellisha, sa maîtresse et voisine, une jeune musulmane mariée : « *si vous partez, il n'y aura*

Ndlr : Nous savons gré au producteur d'avoir maintenu la sortie du film, malgré les pressions reçues pour l'en empêcher, au prétexte de la conjoncture politique.



LA ZONE D'INTÉRÊT de Jonathan Glazer

Le commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, vit avec sa famille sur le terrain jouxtant le mur du camp. Primé à Cannes, le formalisme du film paraît radical mais est surtout fondé sur des effets : caméra thermique et bande son savante avec musique caverneuse de Mica Levi. Le film est une version très kitsch de *La Banalité du mal* d'Arendt, idée en vogue pour une métaphysique qui ne correspond à aucune réalité historique.

Jonathan Glazer transpose le gratte-papier bureaucrate d'Arendt dans l'univers domestique de la famille Höss. On assiste durant 106 minutes aux tâches ménagères, aux conversations ternes et aux loisirs de la famille et ce, sans intensité dramatique et n'ouvrant guère au cinéma

la voie neuve que certains ont cru y voir. On peut plutôt ressentir devant ce spectacle un ennui profond.

Les éloges ne manquent pas pour le traitement de sa bande son, qui fait effet plutôt que sens. Tout le contraire du choix de Lanzmann dans son film, *Sobibor*, où les images du troupeau d'oies, d'abord hurlantes, puis sans son, n'avaient rien de gratuit. Ces images faisaient entendre avec clarté la voix de Lerner, rappelant l'usage des oies dans le camp pour masquer les cris des victimes. La présence du survivant témoignait à la fois de la volonté de l'anéantissement et de l'échec de l'entreprise.

Dans le film de Glazer, c'est à peine si le Juif existe, hors l'entretien du jardin et de menues allusions à l'in-

dustrie de mort. La famille Höss pourrait vivre à côté d'un abattoir de volailles ou de toute autre activité industrielle bruyante, vous auriez exactement le même film. L'interchangeabilité est possible parce que tout est mis sur le même plan.

Que Höss vomisse, filmé à distance dans un gigantesque escalier, induit l'idée que sa tâche pouvait l'écœurer : c'est mal connaître la conviction nazie ! Le film se clôt sur le nettoyage du camp, aujourd'hui, par des femmes de ménage : pour autant le spectateur qui espérait apprendre quelque chose de l'entreprise génocidaire nazie, n'en saura rien, tant ce film est vain, malgré l'effet qu'il fit à Cannes et ailleurs. ■

HISTOIRE

Missak MANOUCHIAN, l'ACTUALITÉ d'UN COMBAT

par HÉLÈNE AMBLARD

(Suite de la Une)

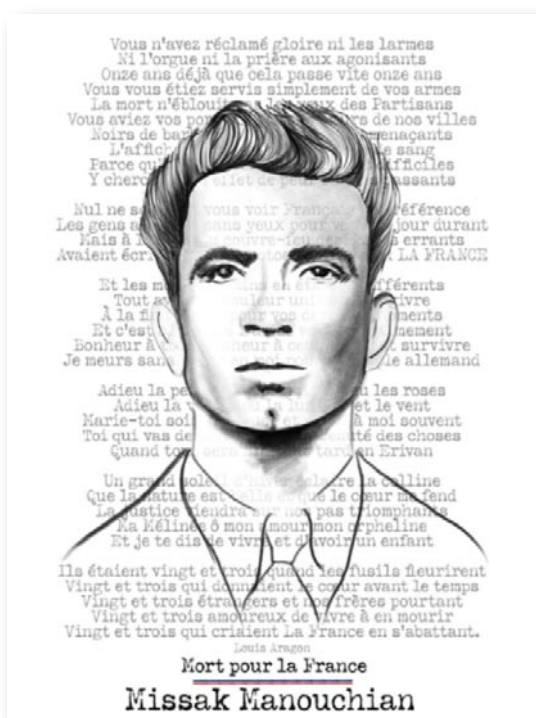
Lorsque naît Missak Manouchian, le 1^{er} septembre 1906 à Adiyaman, ville de l'Empire ottoman où les Arméniens sont installés depuis le IV^e siècle, chacun reste hanté par le massacre de près de 300 000 d'entre eux, entre 1894 et 1896.

Il est le dernier des quatre enfants d'une famille de paysans. En 1915, son père est tué les armes à la main face aux gendarmes turcs. Recueilli avec son frère Karabet, par une famille kurde, il a vu sa mère mourir de faim. Seuls survivants de la famille, l'Église arménienne réussit à les conduire dans un orphelinat de Syrie, alors sous protectorat français. Rescapés d'un génocide qu'aujourd'hui encore nombre d'États* continuent de nier, ils y resteront jusqu'à leur départ pour la France, pays rêvé des Droits de l'homme. Missak a déjà composé ses premiers poèmes.

En 1924, Karabet et Missak arrivent, clandestins, à Marseille. Missak apprend la menuiserie. Il travaille un temps aux chantiers navals de La Seyne avant de monter à Paris avec son frère déjà malade. Tourneur chez Citroën, Missak fréquente les universités ouvrières. Syndicaliste et sportif, il pratique l'athlétisme et la gymnastique avec la FST**. Après la mort de Karabet en 1927, Manouchian sera parmi les premiers licenciés de la crise des années 1930.

Poète, antifasciste, militant de la culture arménienne

Chômeur, Missak Manouchian devient modèle à Montparnasse, fréquente les bibliothèques, s'inscrit en auditeur libre à la Sorbonne et participe à la création de la revue *Tchank* (l'Effort), devenue en 1931 *Machagoyt* (Culture), traduisant en arménien des poèmes de Baudelaire, Victor Hugo, Verlaine ou Rimbaud, tout en publiant les siens.

Mort pour la France
Missak Manouchian

tégique près de Rouen. En clandestin, il retournera à Paris en juin 1940. Arrêté dans une rafle en 1941 puis libéré faute de charges du camp de Compiègne, il devient dès 1941 responsable de toute la section MOI arménienne. Il écrit alors : « *L'atmosphère est sombre. Nous entrons dans une période d'affrontements. Notre génération va avoir à combattre le nazisme. Cela risque d'être terrible, mais nous en sortirons victorieux.* »

Du combat au procès

Le couple Manouchian s'impliquera dans le « travail allemand » : il s'agit là de « retourner » les appelés de la *Wehrmacht* pour les inciter à la désertion et à la Résistance. Début 1942, les FTP s'unifient sous la direction de Charles Tillon. En 1943, entré sous le pseudonyme de « Georges » au 1^{er} détachement des FTP-MOI commandé par Joseph Epstein, il en devient responsable technique, puis commissaire militaire pour la Région parisienne. Outre l'attentat contre Julius Ritter, général SS chargé de recruter pour le STO, ses groupes réalisent plus d'une trentaine d'opérations en moins de trois mois, harcelant

l'occupant sans relâche.

Repéré par les Brigades spéciales, qui ont fini par trouver son domicile, Missak avait rendez-vous avec Joseph Epstein, responsable interrégional des FTP de la Région parisienne. Ils sont arrêtés en même temps ce 16 novembre 1943. En tout, les Brigades spéciales réalisent 68 arrestations après plus de cent jours de filature. Tous sont remis aux nazis après tortures. Quarante-cinq d'entre eux seront déportés en Allemagne. Mélinée a réussi à se cacher chez des amis proches, les Aznavourian.

Du 15 au 18 février 1944, un procès à grand spectacle devant le tribunal militaire allemand du « Grand Paris », se tient à l'hôtel Continental. Il se solde par vingt-trois condamnations à mort. Les condamnés sont français, arméniens, italiens, espagnols, juifs hongrois, polonais ou roumains.

La propagande nazie se complète par une affiche rouge tirée à 15 000 exemplaires pour désigner à la vindicte populaire « *l'armée du crime* » et ses « *terroristes étrangers* ». Tous les condamnés, sauf la seule femme, sont fusillés le 21 février, au Mont-Valérien. Olga Bancic sera décapitée à Stuttgart le 10 mai 1944.

La traque avait commencé dès mars 1943 : 104 FTP-MOI seront arrêtés par les Brigades spéciales, dont Henri Krasucki.

Poème d'Aragon écrit en 1955 pour l'inauguration de la rue du Groupe-Manouchian à Paris XX^e, *L'Affiche rouge*, mise en musique par Léo Ferré, reste interdite sur les ondes officielles françaises jusqu'en 1981. Mélinée attendra vingt ans pour obtenir une pension de veuve au rabais...

Avec son époux, Mélinée, décédée en 1989, entrera au Panthéon.

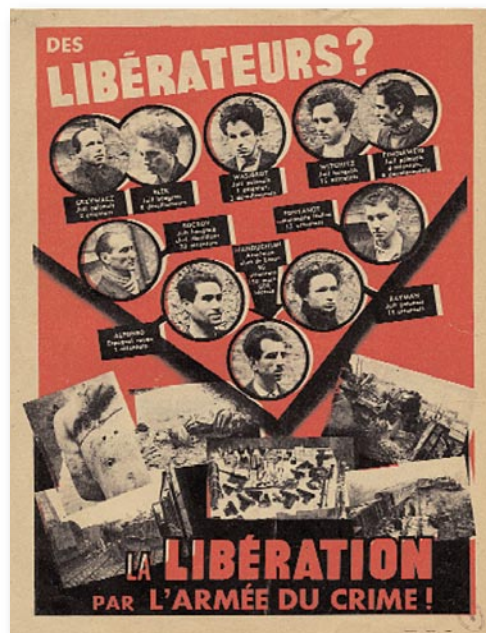
Traque des étrangers, chasse aux clandestins, campagnes contre les immigrés, exactions fascistes n'en continuent pas moins, à ce jour, de salir la patrie de la Déclaration des droits de l'homme.

« *La vie n'est pas dans le temps, mais dans l'usage* », disait Missak.

Dans le cœur des acteurs d'une humanité ô combien menacée, les accents franchouillards qui ne manqueront pas de fuser, en ce 80^e anniversaire de la mort d'un poète internationaliste et antifasciste entrant au Panthéon, n'effaceront en rien ni l'actualité de son combat ni son urgence universelle. ■

* Entre 1915 et 1917, un million et demi d'Arméniens ont été systématiquement assassinés par l'Empire ottoman, allié à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. L'Uruguay est le premier pays à reconnaître officiellement ce génocide en... 1965. Cette qualification se diffusera très difficilement à travers le monde. Actuellement, seule une trentaine de pays reconnaissent le génocide des Arméniens. La France le fera en 2012. En 2015, le pape François en parle comme du « *premier génocide du XX^e siècle* ». En 2016, suivra l'Allemagne après l'Autriche. En 2019, Joe Biden est le premier président des États-Unis à le reconnaître officiellement. Dernier pays, le Mexique en 2023. La Turquie, issue de la dissolution de l'Empire ottoman en 1920, l'Azerbaïdjan, la Grande-Bretagne, le Pakistan et... Israël, figurent encore à ce jour parmi les pays refusant de reconnaître le terme de génocide.

**FST : Née en 1919, la *Fédération sportive du travail* devient FSGT en décembre 1934 après l'union des fédérations sportives ouvrières.



Tract recto-verso édité en 1944 en même temps que l'Affiche rouge © MRN-Champigny



Après février 1934, Missak adhère au Parti communiste et entre dans le groupe arménien de la *Main-d'œuvre immigrée* (MOI). Il adhère au *Groupe Amsterdam-Pleyel*, fondé contre la guerre et les fascismes avec Henri Barbusse et Romain Rolland, et à l'*Association des écrivains et artistes révolutionnaires*. Correspondant avec les écrivains arméniens, en 1935, il est responsable de l'hebdomadaire *Zangou*, nom d'une rivière à Erevan, publié par le *Comité de secours à l'Arménie* (HOG), fondé en 1921 pour soutenir l'Arménie soviétique. Il y rencontre Mélinée Assadourian, déléguée de Belleville au congrès du HOG, au cours duquel il est nommé permanent. Il épouse Mélinée en 1936. Tous deux font partie du *Comité d'aide aux républicains espagnols*, et prennent une part active au Front populaire antifasciste. En 1937, après la dissolution du HOG, Missak parcourt la France pour rassembler les Arméniens progressistes et fonder l'*Union populaire franco-arménienne*.

Arrêté comme communiste apatride en 1939, Manouchian sera, une fois libéré, intégré dans l'armée française, puis réquisitionné pour une usine stra-